

Le Conseil d'Etat écrit la Pravda

écrit par Gilles La Carbona | 29 janvier 2025



ПРАВДА

Формируется как орган социализма

ОРГАНЪ
Центрального Комитета
Петербургскаго Комитета
Р. С.-Д. Р. П.

№ 10. Четверг.

ЕЖЕДНЕВНАЯ ГАЗЕТА

16-го марта 19

ПРИВѢТЬ ПОЛЬСКОМУ НАРОДУ.

(Переводъ, принятый единогласно въ швейцарскомъ Союзѣ Рабочихъ и Солдатскихъ Друзей 14 марта)

НАРОДУ ПОЛЬСКОМУ.

Наше дело, въ томъ случаѣ, когда угнетенный народъ одинокъ и не можетъ воспротивиться абсолютному слугу пролетариату и войскамъ. Мысль польскаго народа въ этой связи надъ всероссійскимъ парламентомъ, Царской Радой Рабочихъ и Солдатскихъ Друзей, что для польскаго народа не было бы ничего хуже, какъ политическое саморазрушение въ рукахъ и проклятыхъ, что Польша должна быть освобождена вселенной въ грядущемъ международномъ отечествѣ.

Польша, какъ и всѣмъ народамъ своей братской Европы и вселенной, должна быть освобождена отъ абсолютнаго слуга, что Польша должна быть освобождена вселенной въ грядущемъ международномъ отечествѣ.

Польша, какъ и всѣмъ народамъ своей братской Европы и вселенной, должна быть освобождена отъ абсолютнаго слуга, что Польша должна быть освобождена вселенной въ грядущемъ международномъ отечествѣ.

Do Narodu Polskiego! Czar, który w ciągu półtora wieku dawał zarówno naród polski jak i rosyjski za stół obalony wspólnymi siłami proletariatu i wojska. Zawiadamiając Naród Polski o zwycięstwie wojski nad ogólnorosyjskim zandarem, Piotrogrodzka Rada Delegatów Robotniczych i Żołnierskich oświadcza, że demokracja w Rosji stoi na starożytnym uznaniu samookreślenia politycznego narodu i oznajmia, że Polska ma prawo do całkowitej niepodległości pod względem państwowo międzynarodowym.

Przesyłamy Narodowi Polskiemu swe bratnie pozdrowienia i życzymy mu powodzenia w oczekiwanej go walce o wprowadzenie w niepodległej Polsce demokratycznego republikańskiego ustroju.

Screenshot

Le Conseil d'État ordonne de durcir le contrôle éditorial des chaînes d'info. L'antique principe de l'interdiction d'injonction du droit administratif est donc définitivement enterré. On savait l'institution totalement dévoyée et utilisée par le pouvoir, tout comme le Conseil Constitutionnel, à savoir des organismes de validation des politiques et non des contre-pouvoirs. Au lieu de dire le droit, et de se contenter de cette tâche, il donne des instructions, pire, il ordonne. Mais la presse n'est-elle pas libre par définition, ou ce concept n'est-il plus qu'un vieux rêve à ranger dans un passé récent mais bien éloigné des nouvelles tendances ? A travers cette mesure, le Conseil d'État confirme donc que la presse est déjà aux ordres et qu'il faut encore durcir les ordres.

Nous n'avons entendu aucun parti s'insurger contre cette

décision. Sont-ils anesthésiés au point de ne pouvoir réagir dignement, où sont-ils les complices inavoués d'une mise en place d'un système autoritaire basé sur un contrôle permanent de tous nos faits et gestes et de nos pensées. C'est vrai que la gauche bourgeoise progressiste a eu l'habitude, depuis des années, de nous expliquer que la liberté devait s'épanouir dans un univers strict et que nous ne pouvions penser que ce qu'il est autorisé de penser, par une élite autoproclamée. **L'inversion des valeurs est sa spécialité, si bien que plus personne n'est choqué lorsqu'on annonce que pour assurer la liberté d'expression on doit censurer tout ce qui ne va pas dans le sens de la doxa officielle. Il devient donc interdit de s'opposer à des dogmes comme le réchauffement climatique,** censé être unanimement reconnu par toute la communauté scientifique. Dit ainsi, on aurait du mal à contester, sauf que ce n'est pas le cas, puisque environ 36000 scientifiques ont émis un avis totalement différent. Mais d'eux, il est prohibé de parler, de leur permettre d'exposer leurs résultats, c'est ça la liberté d'expression.

Tout comme le consensus sur les vaccins COVID et les effets secondaires qui n'existaient pas ! Comme si ce n'était pas suffisant, il faut impérativement contrôler les lignes éditoriales des chaînes d'infos qui ne vont pas dans le sens des monstres sacrés que sont BFM, LCI, TFI et France2. À quoi peuvent donc servir autant de chaînes si c'est pour avoir la même information, et avis partout ? En autorisant plusieurs chaînes, l'État donne l'impression qu'il est pluraliste, là où avec une seule, ça se serait vu qu'il ne l'est pas. Où est la pluralité dans cette mascarade ? C'est d'autant plus choquant que l'auditeur reste libre d'écouter ou non une chaîne. Si Cnews ne correspond pas à notre attente, ou BFM, c'est simple, on ne regarde pas. C'est un peu comme un

journal, s'il ne nous convient pas on ne l'achète pas. Mais ce libre arbitre est insuffisant pour le Conseil d'Etat et pour aider le citoyen, l'éclairer à défaut, avant d'être « obligé de le rééduquer », il faut faire en sorte qu'il ne puisse pas avoir d'autres sons de cloches que celui imposé par le pouvoir. C'est ça le principe de liberté de penser. Du moins c'est ainsi qu'il nous est présenté. Mais qu'est-ce donc un régime qui se caractérise par la volonté d'étouffer toute opinion dissidente, d'empêcher le débat, tout en discréditant son interlocuteur.

Le Drian nous éclaire, ce sont là les fondements du fascisme. Mais bien entendu les artisans ou promoteurs se défendent de ce qualificatif, eux qui n'hésitent pas à traiter d'extrême droite et de nazi tout ce qui va contre leur vision du monde et de la société. Vous êtes certains que dans la nature comme pour l'homme il n'existe que deux genres, c'est donc que vous êtes d'extrême droite. Vous considérez qu'aimer son pays, sa culture, sont des vertus intangibles pour consolider une nation ! Même punition. Vous pensez que la liberté d'expression sur un réseau doit s'exprimer sans autre limitation que l'appel à la haine ou au meurtre, et que par ce biais permettre de faire la lumière sur une sordide histoire de viols de jeunes filles est une avancée, eh bien là encore vous êtes un furieux déviant, une menace pour la démocratie et les nouvelles valeurs Européennes. A ce titre il faut vous détruire. **On peut aussi penser que ce tour de vis traduit une forme d'affolement face à de multiples vérités et scandales qui ont déjà commencé à éclater à l'étranger.**

L'humanité est confrontée régulièrement à ses attaques, et le fait d'être au XXIème siècle ne change hélas rien. Nous sommes exactement, dans les domaines du climat, du COVID, de l'immigration, de l'islam, notamment, comme

l'était Galilée quand il savait que la Terre, loin d'être le centre de tout, n'était qu'une petite planète dans un univers si vaste qu'il ne pouvait prétendre en connaître les limites. Nous devons lutter pour que vive cette pluralité et le respect de son contradicteur lorsque ce dernier avance des arguments et non des insultes ou des mensonges pour émouvoir, comme Le Monde l'avait avoué dans l'affaire de l'enfant, le petit Ylan, mort sur une plage. Mais comment résister quand les politiques s'abandonnent à cette collusion, à cette collaboration. La pression doit se faire avec nos moyens en attendant qu'une figure digne du peuple se lève pour emporter l'adhésion dans un discours de bon sens et de justice, sans aucune compromission pour un poste, un avantage, ou une médaille.[e](#)

Par **Gilles La-Carbona** : secrétaire national du RPF au suivi de la vie parlementaire